

OLIVIER MARLEIX  
DÉPUTÉ D'EURE-ET-LOIR

Paris, le 2 juillet 2022

Madame la Première Ministre,

A la veille de la présentation de votre Projet de loi pour le Pouvoir d'achat, je tenais à vous faire part des attentes des députés Les Républicains quant aux mesures que nous souhaitons faire impérativement adopter, ainsi que des lignes rouges que nous aurons.

En effet, l'appauvrissement de nos compatriotes est une terrible réalité qui nous oblige à prendre des mesures extrêmement fortes, dès cet été. L'urgence absolue c'est avant tout de baisser durablement les taxes et les impôts qui minent le pouvoir d'achat des Français déjà frappés de plein fouet par une inflation record, et ce alors que la France s'illustre tristement comme vice-championne d'Europe des prélèvements obligatoires.

Sur la méthode, nous voulons en finir avec la logique absurde qui consiste à taxer toujours plus les Français, et à compenser ce matraquage fiscal incessant en leur faisant ponctuellement l'aumône d'un chèque. Cette logique aberrante, qui a été souvent celle du précédent quinquennat, est poussée à son paroxysme quand l'Etat encaisse en taxes près de 60% du prix d'un plein à la pompe, mais qu'il se sent ensuite obligé de verser un chèque carburant pour tenter d'atténuer quelque peu les effets de ces taxes.

Avec Les Républicains, nous souhaitons mettre un terme à cette politique du chéquier, et faire de la baisse durable des taxes la priorité de notre action au service des Français. La baisse des taxes c'est la mesure la plus simple, la plus juste et la plus efficace pour redonner du pouvoir d'achat à tous nos compatriotes.

La première des urgences serait de baisser fortement les taxes sur les carburants. Des taxes qui ont d'ailleurs fortement augmenté au début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, et qui atteignent désormais des niveaux vertigineux. Surtout, alors que les prix à la pompe dépassent les 2,10 € du litre, il est totalement injuste et parfaitement choquant que l'Etat puisse s'enrichir sur le dos des Français en profitant de la hausse du prix du pétrole pour bénéficier de recettes supplémentaires de TVA. Cette surtaxation des carburants, c'est la mesure la plus injuste qui soit pour les Français qui bossent et qui doivent utiliser leur voiture pour se rendre à leur travail.

**Notre objectif prioritaire est de pouvoir garantir à nos compatriotes un prix à la pompe qui ne dépasse pas 1,50 € du litre.** Nous proposons, pour cela, de supprimer la TVA sur la TICPE (taxe sur la taxe) et de réduire la TICPE lorsque les prix sont trop élevés. Il s'agit donc en quelque sorte d'élargir le bouclier tarifaire pour en faire bénéficier l'essence et le diesel alors que le Gouvernement auquel vous apparteniez avait pris la décision partielle et injuste de ne bloquer que les seuls prix du gaz et de l'électricité. Le chiffrage de cette mesure ne doit pas être artificiellement gonflé comme vous l'avez fait, mais considéré de façon globale en prenant également en compte les recettes fiscales supplémentaires que l'Etat encaisse avec la hausse des prix.

Le deuxième pilier du projet des députés LR c'est la revalorisation du travail, pour faire en sorte qu'il rapporte toujours plus que l'assistanat. A ce titre, nous sommes très opposés à votre logique qui consiste à revaloriser principalement les minimas sociaux et les allocations chômage, quand nous pensons que l'aide de la puissance publique doit bénéficier en priorité à tous les Français qui travaillent et dont le travail ne rapporte pas assez.

**Nous allons donc défendre une baisse des charges pour augmenter le salaire net en bas de la fiche de paye, pour les salariés, comme pour les indépendants.**

Car en effet, si nous devons accompagner les plus modestes, nous ne devons surtout pas laisser de côté les classes moyennes qui sont une nouvelle fois, hélas, les grandes oubliées de votre projet de loi sur le pouvoir d'achat, et qui doivent subir de plein fouet les conséquences de l'inflation sans jamais bénéficier d'aucune aide. C'est la raison pour laquelle nous prônons une baisse durable des taxes qui profitent à tous, plutôt que des aides temporaires qui seraient attribuées sur des critères de revenus et qui ne bénéficient qu'à certains.

Enfin, **il nous semble indispensable d'annuler la hausse de la CSG pour l'intégralité des retraités français.** En effet, après avoir appauvris massivement les retraités en 2018, le Gouvernement auquel vous apparteniez avait fait partiellement marche arrière en 2019. Néanmoins, il n'a annulé cette hausse que pour les seuls retraités les plus modestes et 8 millions de retraités français continuent donc de subir cette mesure qui est d'autant plus injuste qu'elle se combine désormais avec une hausse du coût de la vie.

Bien entendu, guidé par notre esprit de responsabilité, et comme nous l'avons toujours fait, **nous proposerons des mesures d'économies** pour compenser le coût de ces mesures sans augmenter encore davantage notre dette déjà très alarmante. Votre choix de constater des produits fiscaux supplémentaires prélevés sur les Français, pour en redistribuer une partie ne peut nous satisfaire.

Il nous semble notamment indispensable de lutter beaucoup plus fortement contre la fraude aux prestations sociales, en faisant voter la proposition de loi, adoptée par le Sénat, pour rendre obligatoire la carte vitale biométrique, ainsi que contre la fraude fiscale en combattant les pratiques abusives de prix de transfert révélées par le scandale McKinsey. Par ailleurs, nous voulons entamer dès à présent une démarche ambitieuse de débureaucratiation des administrations centrales.

Si, comme vous nous l'avez indiqué, votre Gouvernement semble ouvert au dialogue, apte au compromis et prêt à accepter des propositions de l'opposition, alors il doit amender et enrichir son projet de loi pour porter avec nous ces mesures indispensables, attendus par les Français. C'est la condition pour que les députés Les Républicains puissent envisager l'adoption de ce projet de loi.

Outre ces trois priorités fondamentales données à la baisse des taxes sur les carburants, à la meilleure rémunération du travail et à la défense du pouvoir d'achat des retraités, nous allons également porter quelques mesures qui nous paraissent également essentielles. Nous nous battons pour la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapées qui doit être un combat de société pour permettre aux personnes handicapées de ne pas être fiscalement pénalisées dès lors qu'elles vivent en couple. Nous proposerons des mesures pour préserver le pouvoir d'achat des familles, mis à mal par la déconstruction de la politique familiale, et enrayer la baisse très inquiétante de la natalité, ainsi que des mesures à destination des jeunes, en particulier concernant leur accès au logement. Enfin, il est impératif de revenir au plus vite sur le modèle totalement absurde de calcul du prix de l'électricité qui a pour conséquence une envolée des prix totalement artificielle. C'est la seule manière de protéger durablement les Français face aux hausses d'électricité à venir tout en sortant du bricolage permanent auquel s'est livré votre Gouvernement pour tenter de trouver des solutions provisoires.

En restant à votre entière disposition, je vous prie de croire, Madame la Première Ministre, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Olivier MARLEIX

Madame Elisabeth BORNE  
Première Ministre